

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	<i>I Communications</i>	
	Commission	
2002/C 242/01	Taux de change de l'euro	1
2002/C 242/02	Aides d'État — Italie — Aide C 45/2002 (ex N 428/2000) — Région Sicile: aides à l'emploi (refinancement de la loi régionale n° 30/1997) — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE (1)	2
2002/C 242/03	Aides d'État — Italie — Aide C 52/2002 (ex N 833/2001) — Loi provinciale n° 6/99 «Dispositions spéciales pour le secteur des transports» (province autonome de Trente) — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE (1)	8
2002/C 242/04	Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection	15
2002/C 242/05	Avis d'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de certaines tôles dites «magnétiques» à grains orientés originaires de Russie	16
2002/C 242/06	Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 2002/40/CE (1)	17
2002/C 242/07	Avis d'expiration de certaines mesures antidumping	18
	Fondation européenne pour la formation	
2002/C 242/08	La Fondation européenne pour la formation adopte un code de bonne conduite administrative	19

Numéro d'information

Sommaire (suite)

Page

II *Actes préparatoires en application du titre VI du traité sur l'Union européenne*

2002/C 242/09

Initiative du Royaume de Belgique en vue de l'adoption de la décision du Conseil portant création d'un réseau européen de points de contact nationaux pour la justice réparatrice 20

III *Informations*

Commission

2002/C 242/10

Résultats des adjudications (aide alimentaire communautaire) 24

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

7 octobre 2002

(2002/C 242/01)

1 euro =

Monnaie		Taux de change	Monnaie		Taux de change
USD	dollar des États-Unis	0,9808	LVL	lats letton	0,593
JPY	yen japonais	121,84	MTL	lire maltaise	0,4124
DKK	couronne danoise	7,4273	PLN	zloty polonais	4,0784
GBP	livre sterling	0,6265	ROL	leu roumain	32378
SEK	couronne suédoise	9,0918	SIT	tolar slovène	228,52
CHF	franc suisse	1,4621	SKK	couronne slovaque	41,926
ISK	couronne islandaise	85,36	TRL	lire turque	1612000
NOK	couronne norvégienne	7,2885	AUD	dollar australien	1,7832
BGN	lev bulgare	1,9462	CAD	dollar canadien	1,5608
CYP	livre chypriote	0,57277	HKD	dollar de Hong Kong	7,65
CZK	couronne tchèque	30,287	NZD	dollar néo-zélandais	2,0268
EEK	couronne estonienne	15,6466	SGD	dollar de Singapour	1,7578
HUF	forint hongrois	244,53	KRW	won sud-coréen	1211,97
LTL	litas lituanien	3,453	ZAR	rand sud-africain	10,2248

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

AIDES D'ÉTAT — ITALIE**Aide C 45/2002 (ex N 428/2000) — Région Sicile: aides à l'emploi (refinancement de la loi régionale n° 30/1997)****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2002/C 242/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 2 juillet 2002 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

La Commission a décidé de ne pas soulever d'objections à l'égard de certaines autres mesures, décrites dans la lettre qui suit le présent résumé.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction des aides d'État I
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 296 12 42.

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ**I. Procédure**

Par lettre n° 7666 du 26 juin 2000 (A/35346 du 29 juin 2000), les autorités italiennes ont notifié, conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité, le refinancement, pour la période 2000-2006, et les modifications du régime d'aides à l'emploi N 692/1997, approuvé par la Commission le 25 février 1998. Son entrée en vigueur étant subordonnée à son approbation préalable au sens des articles 87 et suivants du traité, le régime a été inscrit au registre des aides notifiées sous le numéro N 428/2000. Des informations complémentaires ont été demandées par lettres de la Commission des 31 août 2000, 30 mars 2001 et 28 mai 2001, 16 novembre 2001 et 7 février 2002. Les autorités italiennes ont répondu, par lettres des 8 février 2001, 27 mars 2001, 19 septembre 2001, 3 octobre 2001, 22 janvier 2002, 18 avril 2002 et 29 avril 2002. Une réunion entre les autorités italiennes et les services de la Commission a eu lieu à Bruxelles le 16 janvier 2002.

II. Description de la mesure à l'encontre de laquelle la Commission ouvre la procédure

Le régime répond à des objectifs de création d'emploi dans une région, la Sicile, caractérisée par un niveau de vie anormalement bas et dans laquelle sévit un grave sous-emploi.

La base juridique est représentée par la loi régionale n° 30/1997, l'article 9, paragraphe 3, de la loi régionale

n° 24/2000 et l'article 6 de la loi régionale n° 17/2001, qui élargissent le champ d'application du régime, la loi régionale n° 9/2000 qui refinance la loi n° 30/1997 pour l'année 2000, l'article 18, paragraphe 1, de la loi régionale n° 32/2000, qui refinance pour la période 2001-2006 la loi régionale n° 30/1997.

La durée du régime est limitée au 31 décembre 2006. Son budget total se chiffre approximativement à 554 millions d'euros.

Peut bénéficier du régime toute entreprise de tout secteur, exception faite pour le secteur sidérurgique, opérant en Sicile, qui recrute, pour une durée indéterminée, certaines catégories de travailleurs. Le régime a pour objet la création d'emplois. Il présente deux volets: un volet A concernant la création d'emplois non liés à un investissement, et un volet B, relatif à la création d'emplois liés à un investissement. L'aide est octroyée sous forme d'exonérations totales de charges sociales pour une période maximale de six ans en faveur du recrutement, à durée indéterminée, des catégories suivantes de travailleurs: apprentis, chômeurs à qualifier, chômeurs de longue durée (plus de vingt-quatre mois), autres chômeurs, personnes handicapées et toxicomanes réhabilités, travailleurs inscrits dans les listes de mobilité, travailleurs en «Cassa integrazione» depuis au moins vingt-quatre mois. Le même type d'aide est aussi prévu pour la transformation à durée indéterminée de contrats de travail à durée déterminée et la transformation à durée indéterminée de contrats de formation et travail à durée déterminée.

III. Évaluation de la mesure

La mesure en objet constitue une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE, puisqu'elle procure un avantage à ses bénéficiaires, cet avantage est d'origine étatique, la mesure en cause affecte la concurrence et elle est susceptible d'affecter les échanges entre les États membres. La Commission doit évaluer si les dérogations prévues à l'article 87, paragraphe 3, points a) et c), sont applicables au régime en objet.

S'agissant d'aides visant la création d'emplois soit liés soit non liés à un investissement ⁽¹⁾, la Commission examine si elles peuvent bénéficier des dérogations dont il est question à l'article 87, paragraphe 3, points a) et c), du traité.

Volet A: aides à l'emploi non lié à un investissement

La Commission considère que ce volet du régime est compatible avec les lignes directrices en matière d'aides à l'emploi. Elle attire toutefois l'attention des autorités italiennes sur le fait que lesdites lignes directrices sont en cours de révision. Cette révision pourrait conduire la Commission à proposer aux autorités italiennes des mesures utiles pour tout régime déjà approuvé ou qu'il le serait d'ici la date de cette révision.

Volet B: aides à l'emploi lié à un investissement

S'agissant d'aides à l'emploi lié à l'investissement, ce volet du régime doit être examiné à la lumière des lignes directrices en matière d'aides à finalité régionale, des critères établis par le règlement (CE) n° 70/2001 du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des PME, pour le secteur agricole, des règles établies dans les lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et, pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, des règles établies dans les lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

La Commission a, à ce stade, des doutes quant au fait que les aides à la création d'emplois prévues par le régime ont pour objet uniquement les emplois liés à la réalisation d'un investissement initial, aux termes des points 4.11 à 4.14 des lignes directrices concernant les aides à finalité régionale et de l'article 2, point c), du règlement (CE) n° 70/2001.

Elle a aussi des doutes à ce stade quant au fait que l'intensité des aides du régime, qui peut être calculée par rapport à l'ensemble des dépenses reprises dans l'assiette type, tel que définie au point 4.13 des lignes directrices concernant les

⁽¹⁾ Aux termes du point 4.11 des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale (JO C 74 du 10.3.1998), on considère qu'un emploi est lié à la réalisation d'un investissement dès lors qu'il concerne l'activité à laquelle se rapporte l'investissement et que sa création se réalise au cours des trois premières années qui suivent la réalisation intégrale de l'investissement. Pendant cette période, sont aussi liés à un investissement les emplois créés à la suite d'une augmentation du taux d'utilisation de la capacité créé par cet investissement.

aides à finalité régionale, respecte les plafonds régionaux prévus par la carte italienne des aides à finalité régionale pour la période 2000-2006 relative à la région Sicile (35 % ESN + 15 % ESL pour les PME).

En outre, la Commission a des doutes, à ce stade, quant au respect des règles de cumul prévues aux points 4.18 à 4.21 des lignes directrices concernant les aides à finalité régionale et à l'article 8 du règlement (CE) n° 70/2001.

Encore, la Commission n'est pas en mesure de conclure, à ce stade, que le principe de la nécessité de l'aide, prévu au point 4.2 des lignes directrices concernant les aides à finalité régionale et à l'article 7 du règlement (CE) n° 70/2001, est respecté.

Encore, la Commission n'a pas d'éléments, à ce stade, pour apprécier si les aides aux investissements sont compatibles, dans le secteur agricole, avec les points 4.1 et 4.2 des lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'État dans le secteur agricole et, dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, avec les dispositions pertinentes des lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Enfin, la Commission a des doutes, à ce stade, quant au fait que, afin de garantir que les investissements productifs aidés soient viables et sains, l'apport du bénéficiaire destiné à leur financement atteint au minimum 25 %, aux termes du point 4.2 des lignes directrices concernant les aides à finalité régionale et de l'article 4, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 70/2001.

TEXTE DE LA LETTRE

«Con la presente lettera, la Commissione si pregia di informare l'Italia che, dopo aver esaminato le informazioni fornite dalle autorità del Suo paese sull'aiuto in oggetto, ha deciso di avviare il procedimento previsto dall'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE nei confronti della parte del regime notificato che prevede aiuti alla creazione di posti di lavoro connessi a un investimento e di non sollevare obiezioni nei confronti della parte del regime che prevede aiuti alla creazione di posti di lavoro non connessi a un investimento.

I. Procedimento

1. Con lettera del 26 giugno 2000 n. 7666 (A/35346 del 29 giugno 2000), le autorità italiane hanno notificato, conformemente all'articolo 88, paragrafo 3, del trattato, il rifinanziamento, per il periodo 2000-2006, e le modifiche del regime di aiuti all'occupazione N 692/97, approvato dalla Commissione il 25 febbraio 1998 ⁽²⁾.
2. Dal momento che la sua entrata in vigore era subordinata all'approvazione preventiva ai sensi dell'articolo 87 e successivi del trattato, il regime è stato iscritto nel registro degli aiuti notificati con il numero N 428/2000.

⁽²⁾ GU C 130 del 28.4.1998.

3. La Commissione ha richiesto informazioni complementari con lettere del 31 agosto 2000 (D/54509), 30 marzo 2001 (D/51384), 28 maggio 2001 (D/52158), 16 novembre 2001 (D/54755) e 7 febbraio 2002 (D/50529). Le autorità italiane hanno risposto con lettere dell'8 febbraio 2001 n. 1593 (A/31192), 27 marzo 2001 n. 4129 (A/33708), 19 settembre 2001 n. 10255 (A/37368), 3 ottobre 2001 n. 11847 (A/37873), 22 gennaio 2002 n. 1003 (A/30514), 18 aprile 2002 n. 4873 (A/32946) e 29 aprile 2002 n. 5439 (A/33234).
4. Il 16 gennaio 2002 si è svolta a Bruxelles una riunione delle autorità italiane con i servizi della Commissione.

II. Descrizione

Obiettivo

5. Il regime si pone l'obiettivo della creazione di posti di lavoro in una regione, la Sicilia, caratterizzata da un tenore di vita anormalmente basso e in cui si ha una grave forma di sottoccupazione.

Base giuridica

6. La base giuridica è rappresentata da:
- la legge regionale n. 30/1997,
 - l'articolo 9, paragrafo 3, della legge regionale n. 24/2000 e l'articolo 6 della legge regionale n. 17/2001, che ampliano il campo di applicazione del regime,
 - la legge regionale n. 9/2000 che rfinanzia la legge n. 30/1997 per l'anno 2000,
 - l'articolo 18, paragrafo 1, della legge regionale n. 32/2000, che rfinanzia, per il periodo 2001-2006 la legge regionale n. 30/1997.

Durata e bilancio

7. La durata del regime è limitata al 31 dicembre 2006. Il bilancio totale si eleva a circa 554 milioni di EUR.

Beneficiari

8. Possono beneficiare del regime le imprese di qualsiasi settore, ad eccezione di quello siderurgico, operanti in Sicilia, che assumano, a tempo indeterminato, alcune categorie di lavoratori.

Oggetto del regime

9. Il regime si pone l'obiettivo della creazione di posti di lavoro e si articola in due parti: la parte A relativa alla creazione di posti di lavoro non connessi a un investimento e la parte B relativa alla creazione di posti di lavoro connessi a un investimento.

Forma e intensità dell'aiuto

10. L'aiuto è concesso sotto forma di sgravio totale dei contributi previdenziali e assistenziali per un periodo massimo di 6 anni in favore dell'assunzione, a tempo indeterminato, delle seguenti categorie di lavoratori:
- apprendisti,
 - disoccupati da qualificare,
 - disoccupati di lunga durata (oltre 24 mesi),
 - altri disoccupati,
 - disabili ed ex-tossicodipendenti,
 - lavoratori iscritti nelle liste di mobilità,
 - lavoratori in «cassa integrazione» da almeno 24 mesi.
11. Lo stesso tipo di aiuto è previsto inoltre per:
- la trasformazione dei contratti di lavoro a tempo determinato in contratti a tempo indeterminato,
 - la trasformazione dei contratti di formazione e lavoro a tempo determinato in contratti a tempo indeterminato.
12. La concessione degli aiuti è subordinata alle seguenti condizioni:
- non devono esservi state riduzioni di personale nei 12 mesi precedenti l'assunzione,
 - l'assunzione deve comportare la creazione di nuovi posti di lavoro rispetto al numero dei dipendenti dell'impresa nei 6 mesi che precedono l'assunzione. Per quanto riguarda i casi di trasformazione dei contratti di formazione e lavoro e di altri contratti a tempo determinato, i lavoratori interessati non devono essere calcolati come facenti parte dell'organico dell'impresa se la trasformazione riguarda quegli stessi lavoratori.
13. Le autorità italiane hanno stimato l'aiuto medio pari al 45 % della retribuzione lorda del lavoratore.

III. Valutazione

III.1. *Valutazione del carattere di aiuto delle misure in questione*

14. Per valutare se le misure del regime costituiscono aiuti ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato, occorre determinare se procurino un vantaggio ai beneficiari, se l'origine di tale vantaggio risalga allo Stato, se le misure in questione incidano sulla concorrenza e, infine, se possano alterare gli scambi intracomunitari.
15. Il primo elemento costitutivo dell'articolo 87, paragrafo 1, è la sussistenza dell'«aiuto»: costituisce aiuto la misura che procura un vantaggio a taluni beneficiari specifici. Si tratta quindi di determinare, da un lato, se le imprese beneficiarie ricevano un vantaggio economico che non avrebbero ottenuto in normali condizioni di mercato oppure se evitano di sostenere costi che normalmente avrebbero dovuto gravare sulle risorse finanziarie proprie dell'impresa e, dall'altro lato, se tale vantaggio sia concesso a una determinata

- categoria di imprese. Nell'erogare aiuti alla promozione dell'occupazione sotto forma di sgravio dei contributi previdenziali e assistenziali a favore delle imprese situate in una regione d'Italia (la Sicilia), le autorità nazionali le sgravano di una parte dei loro costi salariali, che costituiscono normali spese che un'impresa sostiene nel proprio interesse, e procurano loro in tal modo vantaggi finanziari che ne migliorano la posizione concorrenziale. Inoltre, tali misure vanno a beneficio di imprese che operano in alcune zone del territorio italiano e le favoriscono dal momento che tali misure non vengono concesse alle imprese che si trovano al di fuori di tali zone.
16. La seconda condizione di applicazione dell'articolo 87 stabilisce che gli aiuti devono essere concessi dagli Stati ovvero mediante risorse statali. Nella fattispecie, l'esistenza di una risorsa di Stato assume forma negativa in quanto si tratta di un mancato reddito per i poteri pubblici: l'esonerazione per alcune imprese dal pagamento dei contributi sociali riduce infatti il gettito fiscale dello Stato.
17. In base alla terza e quarta condizione di applicazione dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato, l'aiuto deve falsare o minacciare di falsare la concorrenza e incidere sugli scambi intracomunitari. Nella fattispecie, le misure in esame minacciano di falsare la concorrenza, in quanto rafforzano la posizione finanziaria e le possibilità di azione delle imprese beneficiarie rispetto ai loro concorrenti che non ne fruiscono. Se tale effetto si produce nell'ambito degli scambi intracomunitari, questi ultimi risentono delle misure in questione. In particolare, dette misure falsano la concorrenza ed incidono sugli scambi intracomunitari qualora le imprese beneficiarie esportino una parte della loro produzione in altri Stati membri; analogamente, se le imprese beneficiarie non esportano, la produzione nazionale è avvantaggiata dal fatto che le possibilità delle imprese, situate in altri Stati membri, di esportare i loro prodotti sul mercato italiano ne risultano diminuite ⁽³⁾.
18. Per le ragioni suindicate, le misure in causa sono vietate in linea di massima dall'articolo 87, paragrafo 1, del trattato e possono essere considerate compatibili con il mercato comune unicamente se ammesse a beneficiare di una delle deroghe previste da detto trattato.

III.2. *Legittimità del regime*

19. Poiché si tratta di misure non ancora entrate in vigore, la Commissione constata che le autorità italiane hanno soddisfatto i loro obblighi di notifica in conformità con l'articolo 88, paragrafo 3, del trattato.

III.3. *Valutazione della compatibilità delle misure con il mercato comune*

20. Dopo aver determinato la natura di aiuto di Stato delle misure in esame, ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato, la Commissione deve esaminarne la compatibilità con il mercato comune ai sensi dell'articolo 87, paragrafi 2 e 3, del trattato.

21. Per quanto riguarda l'applicabilità delle deroghe previste dal trattato, la Commissione ritiene che gli aiuti in questione non possano beneficiare delle deroghe dell'articolo 87, paragrafo 2, del trattato in quanto non si tratta di aiuti a carattere sociale conformemente all'articolo 87, paragrafo 2, lettera a), né di aiuti destinati a ovviare ai danni arrecati dalle calamità naturali oppure da altri eventi eccezionali, ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 2, lettera b), né ricadono nell'ambito dell'articolo 87, paragrafo 2, lettera c). Per ovvie ragioni non sono neppure applicabili le deroghe di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettere b) e d).
22. Poiché si tratta di aiuti finalizzati alla creazione di posti di lavoro, connessi o non connessi a un investimento ⁽⁴⁾, la Commissione esamina se possano beneficiare delle deroghe di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettere a) e c), del trattato.

L'ammissibilità della regione

23. La Commissione ricorda che, con la decisione del 1° marzo 2000, ha approvato la carta italiana degli aiuti a finalità regionale per il periodo 2000-2006, relativamente alle regioni ammissibili alla deroga prevista dall'articolo 87, paragrafo 3, lettera a), del trattato ⁽⁵⁾. Ai sensi di detta carta, la regione Sicilia è una regione assistita in virtù di detta deroga.

Parte A: aiuti alla creazione di posti di lavoro non connessi a un investimento

24. Poiché si tratta di aiuti alla creazione di posti di lavoro non connessi a un investimento, questa parte del regime deve essere esaminata alla luce degli orientamenti comunitari in materia di aiuti all'occupazione ⁽⁶⁾.
25. Tali orientamenti precisano che la Commissione riserva un parere favorevole agli aiuti volti alla creazione netta di occupazione, cioè degli aiuti concessi in funzione del numero di posti di lavoro creati e:

- riguardanti i lavoratori che non hanno ancora trovato un posto di lavoro o che hanno perso l'impiego precedente e
- destinate alla creazione di nuovi posti di lavoro (creazione netta) nelle PMI e nelle regioni ammissibili agli aiuti a finalità regionale, oppure

⁽³⁾ Sentenza del 13 luglio 1988 nella causa 102/87 (SEB), Racc. 1988, pag. 4067.

⁽⁴⁾ Ai sensi del punto 4.11 degli orientamenti in materia di aiuti di Stato a finalità regionale (GU C 74 del 10.3.1998), si ritiene che un posto di lavoro sia connesso con la realizzazione di un investimento quando riguarda l'attività per la quale è stato effettuato l'investimento e venga creato nel corso dei tre anni successivi alla realizzazione integrale dell'investimento. Sono considerati connessi all'investimento anche i posti di lavoro creati, nel corso di questo periodo, a seguito di un aumento del tasso di utilizzazione della capacità creata dall'investimento stesso.

⁽⁵⁾ GU C 175 del 24.6.2000.

⁽⁶⁾ GU C 334 del 12.12.1995.

- volte a incoraggiare l'assunzione di talune categorie di lavoratori che incontrano difficoltà di inserimento o di reinserimento sul mercato del lavoro in tutto il territorio; in quest'ultimo caso è sufficiente che il posto di lavoro da occupare si sia reso vacante in seguito a una partenza naturale e non a un licenziamento.
26. Detti orientamenti stabiliscono altresì che la Commissione debba accertarsi che «l'entità dell'aiuto non ecceda quella necessaria per incitare alla creazione di posti di lavoro», e che sia garantita una certa stabilità occupazionale.
27. Per quanto riguarda l'assunzione degli apprendisti, dei disoccupati da qualificare, dei disoccupati di lunga durata, degli altri disoccupati e dei lavoratori iscritti nelle liste di mobilità, la Commissione osserva che gli aiuti in questione soddisfano le condizioni previste dagli orientamenti in materia di aiuti all'occupazione per quanto riguarda la creazione netta di posti di lavoro. In effetti:
- gli aiuti in questione hanno l'effetto di procurare un posto di lavoro a soggetti che non l'hanno ancora trovato o che hanno perso il precedente impiego, e sono assegnati in funzione del numero di posti di lavoro creati;
- gli aiuti non eccedono quanto necessario per incitare alla creazione di posti di lavoro, tenuto conto degli svantaggi di cui soffre la regione [negli anni 1998, 1999 e 2000 il tasso di disoccupazione nella regione Sicilia si elevava rispettivamente al 24,1 %, 24,8 % e 24,2 %; il tasso di disoccupazione dei giovani di età inferiore a 25 anni negli stessi anni si elevava al 53 %, 60,2 % e 58,5 % ⁽⁷⁾].
28. Per quanto riguarda gli aiuti per l'assunzione dei lavoratori in cassa integrazione da almeno 24 mesi, la Commissione rileva che la loro situazione è del tutto paragonabile a quella dei disoccupati propriamente detti. In effetti, poiché la cassa integrazione interviene soprattutto nell'ambito di processi di ristrutturazione che richiedono tagli all'organico, è altamente probabile che i lavoratori in cassa integrazione già da 24 mesi saranno i primi a perdere il posto di lavoro. Per tale ragione occorre considerare che la situazione di potenziale disoccupazione insita nella cassa integrazione corrisponde in realtà, nel caso di un lavoratore che vi si trovi da più di 24 mesi, ad una situazione di disoccupazione effettiva. Per i motivi espressi al punto precedente, le misure a favore di questa categoria di lavoratori rispettano pertanto le condizioni previste dagli orientamenti per quanto riguarda gli aiuti alla creazione netta di nuovi posti di lavoro.
29. Per quanto riguarda la trasformazione dei contratti a tempo determinato e di formazione e lavoro in contratti a tempo indeterminato, va ricordato che gli orientamenti indicano anche che la Commissione considererà attentamente le modalità del contratto di lavoro, quali, in particolare, «l'obbligo di effettuare l'assunzione nel quadro di un contratto a tempo indeterminato o di durata sufficientemente lunga».
30. La trasformazione di contratti di formazione e lavoro a tempo determinato in contratti a tempo indeterminato non crea posti di lavoro supplementari, poiché essi esistono già; tali posti, tuttavia, non hanno carattere stabile.
31. Come ha già osservato la Commissione ⁽⁸⁾, la trasformazione di contratti a tempo determinato e di contratti di formazione e lavoro in contratti a tempo indeterminato non può essere assimilata né alla categoria della creazione di nuovi posti di lavoro né a quella di mantenimento dell'occupazione: le misure di trasformazione presentano difatti caratteristiche particolari che riguardano la stabilizzazione di impieghi precari. Il valore aggiunto è di conseguenza costituito dalla «creazione netta di posti di lavoro stabili», che non esistevano in precedenza.
32. La Commissione ritiene che, anche se gli orientamenti in materia di aiuti all'occupazione non prevedono tale tipo di intervento, essi si richiamano al concetto di stabilità dell'occupazione come valore positivo: le modalità del contratto di lavoro sono oggetto di una valutazione della Commissione che le approva solo se sono tali da garantire all'impiego un carattere sufficientemente duraturo.
33. La Commissione esprime di massima un parere favorevole nei confronti di alcuni aiuti per la trasformazione di posti di lavoro a tempo determinato in impieghi a tempo indeterminato. Tuttavia, come precisano gli orientamenti, tale parere è subordinato a:
- l'obbligo di non aver licenziato personale nei 12 mesi precedenti la trasformazione,
- l'obbligo di realizzare un aumento dei posti di lavoro rispetto a quelli esistenti nell'impresa nei 6 mesi precedenti la trasformazione, al netto dei posti che beneficiano della trasformazione stessa.
34. Ciò permette alla Commissione di garantire che l'aiuto in questione, oltre a permettere la stabilizzazione di impieghi precari, comporti un valore aggiunto costituito dalla creazione netta di posti di lavoro stabili che non esistevano in precedenza, e quindi di accertare che non si tratti della semplice sostituzione di un dipendente licenziato o collocato in pensione.
35. Alla luce di quanto precede, la Commissione considera che nel caso in esame l'obbligo della creazione netta di posti di lavoro sia soddisfatto, poiché il numero dei dipendenti è calcolato al netto dei posti di lavoro creati con contratti a tempo determinato o a carattere non duraturo.
36. Per quanto riguarda gli aiuti a favore dell'assunzione di disoccupati disabili ed ex tossicodipendenti, va constatato che si tratta effettivamente di categorie a rischio di emarginazione sociale, e che le condizioni previste dagli orientamenti comunitari in materia di assunzione di lavoratori «che incontrano particolari difficoltà di inserimento o di reinserimento sul mercato del lavoro» sono soddisfatte.

⁽⁷⁾ Fonte: Eurostat.

⁽⁸⁾ Cfr. l'aiuto di Stato N 692/97 e C 49/98.

37. La Commissione attira tuttavia l'attenzione delle autorità italiane sul fatto che gli orientamenti in materia di aiuti all'occupazione sono in corso di revisione. Tale revisione degli orientamenti potrebbe portare la Commissione a proporre alle autorità italiane di adottare misure opportune relativamente ai regimi sinora approvati o che lo saranno alla luce della vigente disciplina.

Parte B: aiuti alla creazione di posti di lavoro connessi a un investimento

38. Poiché si tratta di aiuti alla creazione di posti di lavoro connessi a un investimento, questa parte del regime deve essere esaminata alla luce degli orientamenti in materia di aiuti a finalità regionale⁽⁹⁾, dei criteri stabiliti dal regolamento (CE) n. 70/2001 della Commissione, del 12 gennaio 2001, relativo all'applicazione degli articoli 87 e 88 del trattato CE agli aiuti di Stato a favore delle piccole e medie imprese⁽¹⁰⁾, per il settore agricolo, dei criteri stabiliti negli orientamenti comunitari per gli aiuti di Stato nel settore agricolo⁽¹¹⁾ e, per il settore della pesca e dell'acquacoltura, dei criteri stabiliti nelle Linee direttrici per l'esame degli aiuti nazionali nel settore della pesca e dell'acquacoltura⁽¹²⁾.

39. Al momento attuale, la Commissione ha dei dubbi sul fatto che gli aiuti alla creazione di posti di lavoro previsti dal regime abbiano come unico oggetto i posti di lavoro connessi alla realizzazione di un investimento, ai sensi dei punti da 4.11 a 4.14 degli orientamenti relativi agli aiuti a finalità regionale e dell'articolo 2, lettera c), del regolamento (CE) n. 70/2001.

40. Al momento attuale, la Commissione ha dei dubbi anche sul fatto che l'intensità degli aiuti del regime, che può essere calcolata rispetto al totale delle spese che figurano nella base tipo definita al punto 4.13 degli orientamenti in materia di aiuti a finalità regionale, rispetti i massimali regionali previsti dalla carta italiana degli aiuti a finalità regionale per il periodo 2000-2006 relativa alla regione Sicilia (35 % ESN + 15 % ESL per le PMI).

41. Inoltre, la Commissione ha dei dubbi, al momento attuale, sul fatto che siano rispettate le regole di cumulo previste dai punti 4.18-4.21 degli orientamenti in materia di aiuti a finalità regionale e dall'articolo 8 del regolamento (CE) n. 70/2001.

42. Al momento attuale la Commissione non è ancora in grado di determinare se il principio della necessità dell'aiuto, di cui al punto 4.2 degli orientamenti in materia di aiuti a finalità regionale e all'articolo 7 del regolamento (CE) n. 70/2001, sia rispettato.

43. Inoltre, la Commissione non ha elementi, al momento attuale, per valutare se gli aiuti agli investimenti sono compatibili, per il settore agricolo, con i punti 4.1 e 4.2 degli orientamenti comunitari per gli aiuti di Stato nel settore agricolo e, per il settore della pesca e dell'acquacoltura, con i criteri stabiliti nelle linee direttrici per l'esame degli aiuti nazionali nel settore della pesca e dell'acquacoltura.

44. Infine, al momento attuale, la Commissione ha dei dubbi sul fatto che, al fine di garantire che gli investimenti produttivi sovvenzionati siano realizzabili e sani, l'apporto del beneficiario destinato al loro finanziamento raggiunga almeno il 25 %, ai sensi del punto 4.2 degli orientamenti in materia di aiuti a finalità regionale e dell'articolo 4.3 del regolamento (CE) n. 70/2001.

IV. Conclusioni

45. Tenuto conto di quanto precede, la Commissione:

- ha deciso di considerare la parte A del regime, relativa ad aiuti alla creazione di posti di lavoro non connessi a un investimento, compatibile con il trattato CE,
- invita l'Italia, nell'ambito del procedimento di cui all'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE, a presentare le proprie osservazioni e a fornire qualsiasi informazione utile per la valutazione della parte B del regime, relativa ad aiuti alla creazione di posti di lavoro connessi a un investimento, entro un mese dalla data di ricezione della presente. Invita inoltre le autorità del Suo paese a trasmettere immediatamente una copia di questa lettera ai potenziali beneficiari dell'aiuto.

46. La Commissione desidera richiamare all'attenzione dell'Italia che l'articolo 88, paragrafo 3, del trattato CE ha effetto sospensivo e che, in forza dell'articolo 14 del regolamento (CE) n. 659/1999 del Consiglio, essa può imporre allo Stato membro interessato di recuperare ogni aiuto illegale dal beneficiario.»

⁽⁹⁾ GU C 74 del 10.3.1998.

⁽¹⁰⁾ GU L 10 del 13.1.2001.

⁽¹¹⁾ GU C 28 dell'1.2.2000.

⁽¹²⁾ GU C 19 del 20.1.2001.

AIDES D'ÉTAT — ITALIE**Aide C 52/2002 (ex N 833/2001) — Loi provinciale n° 6/99 «Dispositions spéciales pour le secteur des transports» (province autonome de Trente)****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2002/C 242/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 24 juillet 2002 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de l'énergie et des transports
Direction A
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 296 41 04.

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ**1. Procédure**

Le 3 mai 2000, la Commission a décidé de ne pas soulever d'objections à l'égard de la loi provinciale n° 6 du 13 décembre 1999 (aide d'État N 42/2000). Par lettre du 27 novembre 2001, enregistrée au secrétariat général le 3 décembre 2001, les autorités italiennes ont notifié à la Commission, conformément à l'article 88, paragraphe 3, du traité CE, les dispositions spéciales pour le secteur des transports adoptées par cette loi. Cette notification a été enregistrée par le secrétariat général de la Commission le 5 décembre 2001 sous le numéro N 833/01.

Comme la notification n'était pas complète, la Commission a demandé des informations complémentaires par sa lettre D(02) 1665 du 1^{er} février 2002. La réponse à cette lettre a été reçue par envoi enregistré le 5 avril 2002 (DG TREN A/56228).

Une réunion a été tenue entre des représentants de la Commission et de la province autonome de Trente le 11 mars 2002. Une dernière lettre a été envoyée par la Commission aux autorités italiennes le 12 avril 2002. Il a été répondu à cette demande par une lettre datée du 17 mai 2002 et enregistrée le 28 mai 2002. Une seconde réunion a eu lieu entre des représentants de la Commission et de la province autonome de Trente le 30 mai 2002.

2. Description de la mesure d'aide

Le régime vise à encourager le recours à d'autres modes de transport que la route pour assurer le transport des marchandises en soutenant les investissements dans les transports ferroviaires ou dans d'autres systèmes que les transports routiers. Il

vise aussi à réduire les incidences des transports routiers sur l'environnement en soutenant l'achat de moyens de transport équipés d'une technologie qui réduit la pollution et qui dépasse les exigences des normes écologiques obligatoires. Il vise enfin à favoriser la constitution de consortiums entre les entreprises du secteur, ces regroupements étant considérés comme un moyen d'accroître l'efficacité, les économies d'échelle et les capacités de gestion dans un cadre local caractérisé par un haut degré de fragmentation entre les opérateurs.

Le régime fournit une aide aux petites et moyennes entreprises⁽¹⁾ et aux consortiums qui font du transport routier pour compte de tiers et qui effectuent des opérations de transport combiné⁽²⁾, ou qui effectuent des transport par rail et par voie de terre liés d'une manière ou d'une autre au transport combiné rail-route ou au transport de marchandises ou de voyageurs.

L'aide a la forme d'une subvention de capital pour le remplacement et l'adaptation de véhicules afin de les rendre conformes à des normes plus sévères en matière de protection de l'environnement. Il s'agit également d'une aide à l'investissement destinée exclusivement au transport combiné et ainsi que d'une aide à l'investissement destinée en propre aux petites et moyennes entreprises de transport de marchandises et de voyageurs.

⁽¹⁾ Au sens de la définition donnée à l'annexe I du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises.

⁽²⁾ Au sens de la définition donnée à l'article 1^{er} de la directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre États membres (JO L 368 du 17.12.1992, p. 38).

3. Appréciation de l'aide

Le régime proposé fait bénéficier les entreprises sélectionnées d'une contribution de l'État aux investissements réalisés dans les équipements de transport combiné et dans les véhicules, alors que d'autres entreprises de ce secteur, qui ont leur siège en Italie ou dans d'autres États membres, ne bénéficient pas d'une telle contribution à leurs activités de transport. Les mesures renforcent donc la position concurrentielle des bénéficiaires au détriment des autres exploitants du secteur des transports internationaux. La Commission note que la liberté d'accès au marché dans le secteur des transports en question, à savoir le transport combiné et le transport par route, est garantie par les règles du traité et du droit communautaire dérivé qui s'appliquent aux activités en question⁽³⁾.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission constate que le régime d'aide notifié implique une aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité et est donc en principe interdit, à moins qu'il puisse être considéré comme compatible avec le marché commun en vertu d'une dérogation prévue par le traité ou par le droit dérivé.

Le développement d'activités qui font passer une partie du trafic de la route vers d'autres modes de transport est une action d'intérêt commun au sens de l'article 87, paragraphe 3, point c) du traité⁽⁴⁾. La Commission estime par conséquent que c'est l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité qui constitue la base juridique appropriée pour analyser le régime d'aide en cause.

Suivant sa pratique établie, la Commission estime que les aides d'État concernant des investissements dans des équipements de transbordement, les aides à l'investissement dans des systèmes d'information et les aides à l'acquisition d'unités de chargement intermodales doivent être évaluées au regard de l'article 87, paragraphe 3, du traité CE⁽⁵⁾.

Conformément à l'article 4, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises⁽⁶⁾, les aides pour les bâtiments, les installations, le matériel et les équipements en faveur des petites et moyennes entreprises de transport de marchandises et de voyageurs peuvent être considérées comme compatibles avec le traité.

⁽³⁾ Pour le transport combiné, articles 43 et 49 du traité et directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 (JO L 368 du 17.12.1992, p. 38). Pour les transports routiers, règlement (CE) n° 12/98 du Conseil du 11 décembre 1997 (JO L 4 du 8.1.1998, p. 10) et règlement (CEE) n° 3118/93 du Conseil du 25 octobre 1993 (JO L 279 du 12.11.1993, p. 1).

⁽⁴⁾ Décision de la Commission du 8 juillet 1999, N 121/99 — Autriche (JO C 245 du 28.8.1999, p. 2); décision de la Commission du 4 mai 1999 — Italie (JO L 227 du 28.8.1999, p. 12); décision de la Commission du 9 décembre 1998, N 598/98 — Pays-Bas (JO C 29 du 4.2.1999, p. 13); décision de la Commission du 21 janvier 1997, C 2/97 — Pays-Bas (JO C 93 du 22.3.1997, p. 11).

⁽⁵⁾ Décision de la Commission du 4 mai 1999, C 21/98 — Italie (JO C 227 du 28.8.1999, p. 12); décision de la Commission du 8 juillet 1999, N 121/99 — Autriche (JO C 245 du 28.8.1999, p. 2); décision de la Commission du 26 octobre 1999, N 293/99 — Belgique (VIK) (JO C 55 du 26.2.2000, p. 11).

⁽⁶⁾ JO L 10 du 13.1.2001, p. 33.

Aide à l'investissement pour des véhicules à moteur aptes à transporter neuf personnes au maximum

Le règlement (CE) n° 12/98 du Conseil du 11 décembre 1997 fixant les conditions de l'admission des transporteurs non résidents aux transports nationaux de voyageurs par route dans un État membre⁽⁷⁾ n'autorise les transports de cabotage que pour les «véhicules» qui sont aptes à transporter plus de neuf personnes, y compris le conducteur, et qui sont destinés à cet effet⁽⁸⁾. Pour ces raisons, en ce qui concerne l'aide à l'investissement en cause, et en l'absence de dispositions législatives communautaires ouvrant ce marché, la Commission estime que la mesure ne doit pas être considérée comme une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité, étant donné qu'elle n'affecte pas les échanges entre États membres. En outre, son utilisation est géographiquement limitée au territoire de la province et de provinces limitrophes.

Aide à l'investissement pour des wagons et du matériel roulant neuf ou remis à neuf

L'article 4, paragraphe 5 du règlement (CE) n° 70/2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises⁽⁶⁾ autorise, pour le matériel ferroviaire roulant, les aides à l'investissement en faveur des PME. Cependant, la Commission se demande si l'intensité de l'aide notifiée, à savoir 25 %, peut être jugée compatible avec l'intensité maximale fixée à l'article 4, paragraphe 2, à savoir 15 % pour les petites entreprises et 7,5 % pour les moyennes entreprises.

TEXTE DE LA LETTRE

«Dopo aver esaminato le informazioni trasmesse dalle autorità italiane in merito al regime di aiuto in oggetto, la Commissione desidera informarLa di aver deciso di avviare il procedimento di cui all'articolo 83, paragrafo 2, del trattato CE nei confronti degli aiuti agli investimenti in carri ferroviari e in materiale rotabile nuovo o rigenerato di non sollevare alcuna obiezione nei confronti delle altre misure notificate.

I. Procedimento

1. Il 3 maggio 2000 la Commissione ha deciso di non sollevare alcuna obiezione nei confronti della Legge provinciale n. 6 del 13 dicembre 1999 (aiuto di Stato N 42/2000). Con lettera del 27 novembre 2001, protocollata dal Segretariato generale il 3 dicembre 2001, le autorità italiane hanno notificato alla Commissione, come previsto dall'articolo 88, paragrafo 3, del trattato CE, le «Disposizioni particolari per il settore del trasporto» contenenti la disciplina attuativa della predetta legge. La notificazione è stata protocollata dal Segretariato generale della Commissione con il n. N 833/01.
2. Poiché la notifica risultava incompleta, la Commissione ha chiesto ulteriori informazioni con lettera D(02) 1665 del 1° febbraio 2002. La risposta a questa lettera è pervenuta con lettera raccomandata del 5 aprile 2002, protocollata col numero DG TREN A/56228.

⁽⁷⁾ JO L 4 du 8.1.1998.

⁽⁸⁾ Décision de la Commission N 733/2000 — Italie (Liguria) «Interventions régionales pour la requalification du service de transport public par taxis». Décision de la Commission N 237/99 — Italie (Piemont) «Regime di sovvenzioni per il miglioramento dei servizi complementari al trasporto pubblico locale».

3. L'11 marzo 2002 si è svolta una riunione tra rappresentanti della Commissione e della Provincia autonoma di Trento. Una lettera che chiedeva un complemento di informazione è stata inviata dalla Commissione alle autorità italiane il 12 aprile 2002. La risposta è pervenuta con lettera del 17 maggio 2002, protocollata il 28 maggio 2002 (SG A/5459). Una seconda riunione tra rappresentanti della Commissione e della Provincia autonoma di Trento ha avuto luogo il 30 maggio 2002.

II. Descrizione dell'aiuto

2.1. Finalità

4. Il provvedimento è finalizzato ad incoraggiare il trasferimento del traffico delle merci verso vettori diversi da quelli stradali, sostenendo gli investimenti per il trasporto su rotaia o per sistemi alternativi al trasporto su ruota; un altro obiettivo è la riduzione dell'impatto ambientale del trasporto su ruota attraverso la concessione di contributi per l'acquisto di mezzi di trasporto dotati di tecnologie che riducono l'inquinamento ambientale e che superano gli standard ecologici obbligatori. Infine, un ulteriore obiettivo consiste nel fornire un sostegno alla formazione di consorzi fra imprese del settore, in quanto forme di aggregazione che aumentano l'efficienza, le economie di scala e le potenzialità gestionali in un contesto locale caratterizzato da un'alta polverizzazione degli operatori.

2.2. Beneficiari

5. Il progetto notificato eroga aiuti a piccole o medie imprese ⁽⁹⁾ e a consorzi di piccole e medie imprese:
- operanti nel settore dell'autotrasporto per conto terzi che svolgono attività di trasporto intermodale ⁽¹⁰⁾,
 - che effettuano attività connesse ai trasporti terrestri purché connesse al trasporto ferroviario intermodale o al trasporto di merci o di persone.
6. Le autorità italiane hanno confermato che del regime potranno beneficiare tutte le imprese dell'Unione europea operanti nella provincia di Trento.
7. Inoltre, il regime prevede che le grandi imprese possano beneficiare degli aiuti soltanto previa notifica e autorizzazione del singolo progetto di aiuto. La Commissione ritiene tuttavia che aiuti siffatti, erogati a grandi imprese, esulino dall'esame effettuato dalla Commissione del presente regime, notificato come N 833/01. La presente decisione si limiterà pertanto a valutare e ad esonerare gli aiuti previsti per le piccole e medie imprese e non pregiudica in alcun modo eventuali future notifiche di aiuti per le grandi imprese.

⁽⁹⁾ Ai sensi della definizione di cui all'allegato I del regolamento (CE) n. 70/2001 della Commissione, del 12 gennaio 2001, sull'applicazione degli articoli 87 e 88 del trattato CE agli aiuti di Stato alle imprese di piccole e medie dimensioni (GU L 10 del 13.1.2001, pag. 33).

⁽¹⁰⁾ Ai sensi della definizione di cui all'articolo 1 della direttiva 92/106/CEE del Consiglio, del 7 dicembre 1992, sulla fissazione di norme comuni per taluni tipi di trasporto combinato e di merci fra gli Stati membri (GU L 368 del 17.12.1992, pag. 38).

2.3. Forma dell'aiuto

8. Verranno concesse sovvenzioni in conto capitale il cui versamento può avvenire in un'unica soluzione o in rate annuali. Il contributo è erogato dopo l'effettuazione delle spese. Tuttavia, per le domande di contributo di importo superiore ai 500 000 EUR, comprendenti investimenti immobiliari, è ammessa l'erogazione anticipata delle prime due rate di contributo, dopo l'atto di concessione. L'erogazione anticipata avviene previa presentazione di idonea garanzia per l'intero importo anticipato, aumentato annualmente del tasso legale di interesse.

2.4. Spese ammissibili ed intensità dell'aiuto

9. Sostituzione dei veicoli [articolo 3, paragrafo 1, lettera a), delle «Disposizioni particolari per il settore del trasporto»]; la sostituzione di veicoli immatricolati da almeno cinque anni con veicoli nuovi che consentano il raggiungimento di più elevati standard in tema di tutela dell'ambiente di quelli previsti dalla normativa nazionale e comunitaria in vigore. Sono quindi esclusi gli standard adottati ma non ancora entrati in vigore. Il versamento del contributo è subordinato alla prova che il veicolo oggetto di sostituzione sia stato rottamato oppure alienato a paesi non appartenenti all'area CEMT ⁽¹¹⁾; verrà erogato un importo massimo pari al 40 % dei costi differenziali di investimento necessari per raggiungere i più elevati standard ambientali.
10. Adeguamento dei veicoli [articolo 3, paragrafo 1, lettera b)], finalizzato alla riduzione dell'inquinamento acustico o delle emissioni gassose allo scopo di realizzare standard più elevati in tema di tutela dell'ambiente di quelli previsti dalla normativa nazionale comunitaria in vigore; sarà erogato soltanto un importo massimo pari al 40 % dei sovraccosti di investimento sostenuti per conseguire una tutela ambientale di livello superiore a quello prescritto dalla vigente normativa.
11. Terreni [articolo 3, paragrafo 1, lettera c)]; per le piccole e medie imprese sono consentite intensità di aiuto fino a un massimo di 15 % per le piccole imprese e fino a un massimo di 7,5 % per le medie imprese.

Aiuti agli investimenti esclusivamente destinati al trasporto intermodale

12. Beni di investimento, software e hardware [articolo 3, paragrafo 2, lettera a)]; beni di investimento necessari per effettuare la movimentazione, la manipolazione e il trasporto di merci da vettori su ruote a vettori su rotaia. Il software e l'hardware devono essere esclusivamente utilizzati per realizzare le suddette attività di movimentazione, manipolazione e trasporto. L'intensità massima dell'aiuto può arrivare al 30 % dei costi ammissibili.

⁽¹¹⁾ CEMT/ECMT — Conferenza europea dei ministri dei Trasporti; organo intergovernativo istituito con un accordo sottoscritto a Bruxelles il 17 ottobre 1953. Attualmente, sono membri del CEMT i 15 Stati dell'Unione europea, nonché molti altri paesi dell'Europa centrale e orientale.

13. Casse mobili e containers, semirimorchi esclusivamente progettati per il trasporto combinato e ammodernamento dei semirimorchi per adattarli al trasporto intermodale [articolo 3, paragrafo 2, lettera c) e lettera d)]. Restano quindi esclusi gli aiuti per l'investimento in containers per il trasporto marittimo, che non sono espressamente progettati per il trasporto combinato. I contributi che possono essere concessi agli investimenti in attrezzature non devono superare il 40 % della differenza tra il costo di un'unità per il trasporto combinato e una corrispondente unità per il trasporto su strada. Sono pertanto esclusi gli aiuti all'investimento in containers marittimi (ISO serie 1) che non sono specificamente progettati per il trasporto combinato.
14. Interventi di ammodernamento di carri ferroviari destinati al trasporto intermodale [articolo 3, paragrafo 2, lettera f)], finalizzati a ridurre i costi di gestione mediante uno o più dei seguenti interventi: individuazione della posizione sul territorio dell'Unione europea, accoppiamento automatico, controllo e verifica automatica del sistema frenante e dei sistemi di rotolamento. Sono ammissibili solamente i costi di ammodernamento nella misura del 25 %.
15. Carri ferroviari e materiale rotabile nuovo o rigenerato [articolo 3, paragrafo 2, lettera e)]; l'intensità massima è pari al 25 % dei costi ammissibili sostenuti dalle piccole e medie imprese.

Aiuti agli investimenti specificamente finalizzati alle PMI che trasportano merci e persone

16. Fabbricati, impianti, macchinari e attrezzature (articolo 3, paragrafo 3); l'intensità dell'aiuto ammessa può essere al massimo del 15 % per le piccole imprese e del 7,5 % per le medie imprese. Sono escluse le attività di manutenzione ordinaria e straordinaria. Le attrezzature non comprendono i mezzi di trasporto né le attrezzature di trasporto.
17. Autoveicoli atti a trasportare fino a nove persone compreso il conducente per le imprese che esercitano l'attività di autotrasporto di persone (articolo 3, paragrafo 4). Si intende che il limite si riferisce alla capacità complessiva di trasporto dell'impresa e non al singolo veicolo in sua disponibilità. Devono essere soddisfatti i seguenti requisiti: utilizzo esclusivo dei veicoli e ambito di trasporto geograficamente circoscritto al territorio della provincia e a quello delle province confinanti; per considerare l'attività aziendale ristretta a tale ambito l'impresa non deve svolgere alcuna prestazione all'esterno dello stesso, anche se in eventualità del tutto occasionali o accidentali. L'intensità di aiuto consentita è pari al 15 % per le piccole imprese e al 7,5 % per le medie imprese.

2.5. Cumulabilità

18. La presentazione della domanda di contributo comporta il divieto di presentare altre domande di contributo per la medesima iniziativa, nonché l'obbligo di rinunciare ad altre domande eventualmente già presentate, salvo espressioni e diverse indicazioni di altre leggi e nel rispetto delle regole comunitarie sul cumulo degli aiuti di Stato. La violazione di queste disposizioni comporta il diniego del contributo o

la revoca totale dei contributi già concessi, nonché la restituzione, da parte dell'impresa, di un importo pari a quattro volte quello erogato (articolo 12, paragrafo 7). Nell'ipotesi di cumulo di misure di aiuto diverse previste dal regime, il contributo non deve superare le percentuali massime valide per ciascuna misura.

2.6. Procedura e misure nell'ipotesi di mancata osservanza

19. Ai sensi dell'articolo 12, paragrafo 2, della Legge provinciale 13 dicembre 1999, n. 6 «Interventi della Provincia autonoma di Trento per il sostegno dell'economia e della nuova imprenditorialità»⁽¹²⁾, le domande relative agli aiuti previsti dalla legge sono esaminate secondo procedure di tipo automatico o valutativo.
20. La concessione dei contributi comporta l'obbligo di non alienare, cedere o comunque distogliere dalla loro destinazione i beni per i quali i contributi sono stati concessi per un periodo minimo di 3-5 anni (per i beni mobili) e di 10 anni (per i beni immobili). In caso di mancata osservanza degli obblighi suddetti i contributi vengono parzialmente o totalmente revocati (articolo 13 delle Disposizioni particolari).

2.7. Stanziamenti di bilancio e durata del regime di aiuto

21. Le disposizioni in oggetto entrerebbero in applicazione dalla data di autorizzazione del regime da parte della Commissione e fino al 31 dicembre 2006.
22. Non sono previsti stanziamenti di bilancio specificamente finalizzati al settore trasporti; gli importi corrispondenti vengono attinti ad un qualsiasi fondo per investimenti.

(in euro)

Contributi una tantum	2002	2003	2004	2005	2006
Settore artigianale	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Industria	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Cooperative	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Commercio	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Totali	850 000	850 000	850 000	850 000	850 000

Contributi pluriennali erogabili in più rate	2002	2003	2004	2005	2006
Settore artigianale	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
Industria	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Cooperative	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Commercio	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Totali	875 000	875 000	875 000	875 000	875 000

⁽¹²⁾ Provvedimento già autorizzato con decisione della Commissione del 3.5.2000, aiuto di Stato N 42/2000.

2.8. Fondamento giuridico

23. Legge provinciale 13 dicembre 1999, n. 6 e sua disciplina attuativa (progetto di regolamento «Disposizioni particolari per il settore del trasporto»).

III. Valutazione dell'aiuto

3.1. Esistenza dell'aiuto

24. Ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato CE, salvo deroghe contemplate dal trattato, sono incompatibili con il mercato comune, nella misura in cui incidano sugli scambi fra Stati membri, gli aiuti concessi da uno Stato membro che falsino o minaccino di falsare la concorrenza.
25. A norma del regime proposto, i beneficiari prescelti riceveranno contributi pubblici a fronte delle spese di investimento effettuate in attrezzature di trasporto combinato e veicoli stradali, mentre altre imprese, italiane o di altri Stati membri, anch'esse attive in tale settore, non ricevono tali contributi. Di conseguenza, il regime in oggetto rafforza la posizione concorrenziale dei beneficiari nei confronti di altre imprese operanti nel settore del trasporto fra Stati. La Commissione osserva che l'accesso al mercato dei trasporti in questione — trasporto combinato ed autotrasporto — è stato liberalizzato in forza delle pertinenti disposizioni del trattato e del diritto comunitario derivato⁽¹³⁾.
26. Ciò premesso, la Commissione ritiene che il regime notificato comporti una concessione di aiuti ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1, cioè di aiuti vietati — in linea di principio — dalla normativa comunitaria, a meno che non vengano ritenuti compatibili con il mercato comune in virtù di una delle deroghe previste dal trattato o dal diritto comunitario derivato.

3.2. Esenzione del regime di aiuto

27. Il regime notificato ha il duplice scopo di incentivare il trasferimento del traffico delle merci verso vettori diversi da quelli stradali e quello di ridurre l'impatto ambientale del trasporto su strada. La Commissione ritiene che al regime notificato non possa applicarsi alcuna delle deroghe contemplate dall'articolo 87, paragrafo 2, del trattato CE. Né tale regime è destinato a promuovere la realizzazione di un importante progetto di comune interesse europeo o a porre rimedio ad un grave turbamento dell'economia di uno Stato membro ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera b), o a promuovere la cultura e la conservazione del patrimonio ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera d).
28. Inoltre, ai sensi dell'articolo 73 del trattato CE, sono considerati compatibili con il trattato gli aiuti richiesti dalle necessità del coordinamento dei trasporti. Anziché limitarsi alla semplice agevolazione dello sviluppo di un settore industriale, il concetto di coordinamento di cui all'articolo 73 si riferisce a un complesso di interventi programmati dallo Stato. Attualmente, alla luce degli sviluppi della libe-

ralizzazione in questo settore, la necessità di interventi finanziari dello Stato intesi a coordinare i trasporti terrestri risulta notevolmente ridotta.

29. L'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato stabilisce che possono considerarsi compatibili con il mercato comune:

«gli aiuti destinati ad agevolare lo sviluppo di talune attività o di talune regioni economiche, sempre che non alterino le condizioni degli scambi in misura contraria al comune interesse».

30. Lo sviluppo di attività finalizzate a trasferire il traffico dalla strada ad altri modi di trasporto è un'attività di interesse comune ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato⁽¹⁴⁾. Pertanto, la Commissione ritiene che l'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato costituisca il fondamento giuridico adeguato per valutare il regime notificato.

3.3. Applicazione dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c)

31. Per quanto attiene agli aiuti per la sostituzione dei veicoli immatricolati da almeno cinque anni con veicoli nuovi [articolo 3, paragrafo 1, lettera a)] delle «Disposizioni particolari per il settore del trasporto» la Commissione sottolinea il fatto che in settori caratterizzati da eccesso di capacità, come quello dell'autotrasporto di merci, in linea di principio non possono essere erogati aiuti per l'acquisto di unità di trasporto.
32. Tuttavia, è possibile concedere aiuti in connessione con l'acquisto di veicoli nuovi, qualora tale incentivo miri a conseguire gli obiettivi generali di tutela dell'ambiente e rappresenti una effettiva compensazione delle spese sostenute per conseguire standard tecnici più elevati di quelli prescritti dalla normativa nazionale o comunitaria.
33. Sotto questo profilo, va notato che l'aiuto previsto non supererà in alcun caso il massimale istituito dal punto 29 (30 %) e dal punto 35 (maggiorazione dell'aiuto di 10 punti percentuali per le PMI) della Disciplina comunitaria degli aiuti di Stato per la tutela dell'ambiente⁽¹⁵⁾. Inoltre, l'articolo 3, paragrafo 1, lettera a) delle «Disposizioni particolari» — imponendo al beneficiario l'obbligo di rottamare o vendere i veicoli sostituiti a paesi non appartenenti all'area CEMT — detta una chiara norma di salvaguardia per impedire che capacità di trasporto dismesse ritornino sul mercato.
34. Per quanto attiene agli aiuti di cui all'articolo 3, paragrafo 1, lettera b) delle «Disposizioni particolari», per gli investimenti che consentono alle imprese di trasporto interessate di adeguare il proprio parco veicoli a standard ambientali più elevati di quelli imposti dalla normativa comunitaria nazionale, la Commissione osserva che il massimale di aiuto proposto (25 % della spesa di investimento documentata) è conforme a quanto previsto dal punto 29 della citata Disciplina comunitaria degli aiuti di Stato per la tutela dell'ambiente.

⁽¹³⁾ Per il trasporto combinato, cfr. articolo 43 e articolo 49 del trattato CE e direttiva 92/106/CEE del Consiglio, del 7 dicembre 1992 (GU L 368 del 17.12.1992, pag. 38), citata alla nota precedente. Per il trasporto stradale, cfr. regolamento (CE) n. 12/98 del Consiglio, dell'11 dicembre 1997 (GU L 4 dell'8.1.1998, pag. 10) e regolamento (CEE) n. 3118/93 del Consiglio, del 22 giugno 1993 (GU L 279 del 12.11.1993, pag. 1).

⁽¹⁴⁾ Decisioni della Commissione: 8 luglio 1999, N 121/99 — Austria (GU C 245 del 28.8.1999, pag. 2); decisione del 4 maggio 1999 — Italia (GU L 227 del 28.8.1999, pag. 12); decisione N 598/98, del 9 dicembre 1998 — Paesi Bassi (GU C 29 del 4.2.1999, pag. 13); decisione C 2/97 del 21 gennaio 1997 — Paesi Bassi (GU C 93 del 22.3.1997, pag. 11).

⁽¹⁵⁾ GU C 37 del 3.2.2001, pag. 3.

35. Giova inoltre osservare che le spese che possono beneficiare degli aiuti agli investimenti di cui all'articolo 3, paragrafo 1, lettera a) e all'articolo 3, paragrafo 1, lettera b), devono essere limitate ai sovraccosti di investimento sostenuti per conseguire gli obiettivi ambientali.
36. L'articolo 4, paragrafo 5 del regolamento (CE) n. 70/2001 della Commissione, del 12 gennaio 2001, relativo all'applicazione degli articoli 87 e 88 del trattato CE agli aiuti di Stato a favore delle piccole e medie imprese⁽¹⁶⁾ stabilisce che sono ammissibili aiuti agli investimenti in terreni, edifici, impianti e macchinari. Pertanto, l'aiuto notificato ai fini dell'acquisizione di terreni per le PMI può essere ritenuto compatibile con il trattato poiché il previsto livello della sovvenzione è compatibile con quanto dispone l'articolo 4, paragrafo 2, del regolamento. Inoltre, il regime di aiuto notificato rispetta anche le disposizioni degli articoli 7 e 8 del citato regolamento.

Aiuti agli investimenti esclusivamente finalizzati al trasporto combinato

37. Da tempo la Comunità persegue una politica mirante a realizzare un sistema equilibrato di trasporto intermodale: parte integrante di questa politica sono gli interventi diretti a migliorare la competitività del trasporto combinato rispetto al trasporto stradale. Per la Comunità europea la finalità essenziale della politica del trasporto combinato consiste nel trasferire il traffico dalla strada verso altri modi di trasporto. Strumenti comunitari come la direttiva 92/106/CEE del Consiglio mirano a incoraggiare lo sviluppo del trasporto combinato. Anche il recente Libro bianco sulla politica dei trasporti⁽¹⁷⁾ incoraggia l'uso del trasporto su rotaia e di altri modi di trasporto ecocompatibili al fine di creare alternative competitive all'autotrasporto. Lo sviluppo del trasporto combinato è pertanto nell'interesse della Comunità, conformemente all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato.
38. In sintonia con la sua prassi consolidata, la Commissione ritiene che gli aiuti di Stato relativi ad investimenti in attrezzature per la movimentazione del carico, gli aiuti per gli investimenti in sistemi ed apparecchiature informatiche e gli aiuti per l'acquisto di unità di carico per il trasporto intermodale debbano essere valutate alla luce dell'articolo 87, paragrafo 3, del trattato CE⁽¹⁸⁾.
39. Le attrezzature per la movimentazione sono essenziali ai fini del buon funzionamento della catena del trasporto combinato. Infatti, il 30% dei costi della rete del trasporto intermodale rispondono ai costi derivanti dalle operazioni di movimentazione dei carichi. Pertanto, gli aiuti di Stato per le attrezzature di movimentazione contribuiscono a ridurre i costi del sistema del trasporto combinato e, quindi, migliorano la sua competitività nei confronti del trasporto su strada. L'intensità dell'aiuto che il regime notificato prevede per gli investimenti in questo tipo di at-

trezzature va considerato in linea con la prassi della Commissione in questo settore⁽¹⁹⁾.

40. Per questi motivi, la Commissione ritiene che l'aiuto per l'acquisto di attrezzature di movimentazione previsto dal regime in oggetto contribuisca allo sviluppo del settore delle attività di trasporto combinato e non incida sulle condizioni degli scambi in misura contraria all'interesse comune. Tale aiuto beneficia pertanto della deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato⁽²⁰⁾.
41. Per quanto attiene gli investimenti in software e hardware, i sistemi di comunicazione e di informazione elettronica sono di importanza essenziale per il successo del trasporto combinato. Un autotrasportatore può seguire facilmente, tramite il conducente dell'autotreno e il suo telefono cellulare, lo svolgimento di una operazione di trasporto stradale in tutta l'Europa. Una operazione equivalente di trasporto combinato dovrebbe poter seguire il container e, eventualmente, il carro ferroviario. Attraverso l'uso dell'elettronica nelle comunicazioni nella catena del trasporto combinato, l'efficienza e l'affidabilità del trasporto combinato può essere notevolmente incrementata, rendendolo più attraente rispetto al trasporto stradale. Pertanto, gli aiuti agli investimenti per i sistemi di informazione nei terminali di trasporto combinato sono una misura di interesse comune.
42. Inoltre, il regime in oggetto prevede che i sistemi informatici che ricevono un contributo devono essere esclusivamente utilizzati nell'ambito del trasporto combinato per essere agevolabili e stabiliscono un'intensità massima di aiuto del 30 %, che è proporzionata alla maggiore spesa necessaria per questi investimenti. Di conseguenza, la Commissione ritiene che questo tipo di contributo possieda i requisiti per beneficiare della deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato.
43. Per quanto riguarda gli aiuti agli investimenti in unità di carico intermodali ai sensi dell'articolo 3, paragrafo 2, lettere c) e d), delle «Disposizioni particolari», la Commissione ritiene che questo tipo di aiuto possieda i requisiti per beneficiare della deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c) del trattato. Come la Commissione ha già indicato nelle sue decisioni relative agli aiuti N 79/97, C 21/98 e N 508/99⁽²¹⁾, gli aiuti agli investimenti in unità per il trasporto combinato possono essere ammessi a determinate condizioni, che nel caso qui in esame risultano soddisfatte. Il regime notificato prevede infatti che vengano sovvenzionati esclusivamente gli investimenti in unità per il trasporto combinato e non i normali container per il

⁽¹⁶⁾ GU L 10 del 13.1.2001, pag. 33.

⁽¹⁷⁾ Libro bianco «La politica europea dei trasporti fino al 2010: il momento delle scelte», doc. COM(2001) 370.

⁽¹⁸⁾ Decisioni della Commissione: 4 maggio 1999, C 21/98 — Italia (GU L 227 del 28.8.1999, pag. 12); 8 luglio 1999, N 121/99 — Austria (GU C 245 del 28.8.1999, pag. 2); 26 ottobre 1999, N 293/99 — Belgio (VIK) (GU C 55 del 26.2.2000, pag. 11).

⁽¹⁹⁾ Decisioni della Commissione: 9 dicembre 1998, N 598/98 — Paesi Bassi (GU C 29 del 4.2.1999, pag. 13); 8 luglio 1999, N 121/99 — Austria (GU C 245 del 28.8.1999, pag. 2); 4 maggio 1999 — Italia (GU L 227 del 28.8.1999, pag. 12); 21 dicembre 2000, N 508/99 — Italia — provincia di Bolzano-Alto Adige — Legge 4/97 (GU C 71 del 3.3.2001, pag. 21).

⁽²⁰⁾ Decisioni della Commissione: 9 dicembre 1998, N 598/98 — Paesi Bassi (GU C 29 del 4.2.1999, pag. 13); 4 maggio 1999, C 21/98 — Italia (GU L 227 del 28.8.1999, pag. 12); 8 luglio 1999, N 121/99 — Austria (GU C 245 del 28.8.1999, pag. 2); 26 ottobre 1999, N 293/99 — Belgio (VIK) (GU C 55 del 26.2.2000, pag. 11).

⁽²¹⁾ Decisioni della Commissione nei casi: 22 ottobre 1997, N 79/97 — Paesi Bassi (GU C 377 del 12.12.1997, pag. 3); 4 maggio 1999, C 21/98 — Italia (GU L 227 del 28.8.1999, pag. 12); 21 dicembre 2000, N 508/99 — Italia — provincia di Bolzano-Alto Adige — Legge 4/97.

trasporto marittimo, che vengono per la maggior parte utilizzati in attività che non possono definirsi trasporto combinato. L'erogazione di sovvenzioni in eccesso e l'abuso delle sovvenzioni sono esclusi, poiché anche con l'ausilio della sovvenzione, un'unità per il trasporto combinato non risulterà meno costosa di una corrispondente unità per il trasporto su strada.

44. Dato che le unità per il trasporto intermodale sono di regola dal 30 al 50% più costose delle corrispondenti unità per l'autotrasporto, la Commissione può considerare l'intensità dell'aiuto istituita dal regime un contributo allo sviluppo del settore del trasporto combinato il quale, grazie alle disposizioni di salvaguardia che tale regime prevede, non incide sulle condizioni degli scambi in misura contraria al comune interesse. Pertanto, questo tipo di contributi beneficia della deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato.
45. Anche l'ammodernamento dei carri ferroviari destinati al trasporto combinato allo scopo di ridurre i costi di gestione è considerata una misura che contribuisce allo sviluppo delle attività di trasporto combinato ed è pertanto nell'interesse della politica dei trasporti della Comunità. In questo senso, la proposta di regolamento del Parlamento europeo e del Consiglio sulla concessione di contributi finanziari comunitari per migliorare le prestazioni ambientali del sistema di trasporto merci ⁽²²⁾, propone, nell'ambito del nuovo programma «Marco Polo» delle «azioni comuni di apprendimento». In generale queste azioni hanno lo scopo di raggiungere, nel settore dei trasporti, il livello di cooperazione necessario per ottimizzare metodi e procedure di lavoro, al fine di migliorare le prestazioni ambientali del settore stesso. La intensità di aiuto prevista dal regime può anch'essa considerarsi conforme alla prassi attuale della Commissione.

Aiuti agli investimenti specificamente finalizzati alle PMI che trasportano merci e persone

46. Aiuti per edifici, impianti, macchinari ed attrezzature. L'articolo 4, paragrafo 5, del citato regolamento (CE) n. 70/2001, del 12 gennaio 2001, relativo all'applicazione degli articoli 87 e 88 del trattato CE agli aiuti di Stato a favore delle piccole e medie imprese ritiene ammissibili gli aiuti agli investimenti in terreni, edifici, impianti e macchinari. La intensità dell'aiuto notificato (15% e 7,5% rispettivamente per le piccole e medie imprese) è anch'essa conforme all'articolo 4, paragrafo 2, dello stesso regolamento. Risultano altresì osservate le disposizioni di cui agli articoli 7 e 8 dello stesso regolamento. Di conseguenza, la misura di aiuto notificata può considerarsi compatibile con il trattato.
47. Aiuti agli investimenti in autoveicoli atti a trasportare fino a nove persone. Il regolamento (CE) n. 12/98 del Consiglio, dell'11 dicembre 1997, che stabilisce le condizioni per l'ammissione dei vettori non residenti ai trasporti na-

zionali su strada di persone in uno Stato membro ⁽²³⁾ autorizza esclusivamente il trasporto di cabotaggio effettuato con «veicoli» atti a trasportare più di nove persone, conducente compreso e destinati a tale scopo ⁽²⁴⁾. Pertanto, con riguardo alla sovvenzione concessa a questo tipo di investimenti, e in assenza di una normativa comunitaria che liberalizzi tale mercato, la Commissione ritiene che non esista alcun aiuto di Stato ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato, poiché tale aiuto non incide sugli scambi tra Stati membri. Inoltre, l'ambito in cui tale aiuto è erogato è geograficamente limitato al territorio della provincia.

Aiuti all'investimento in carri ferroviari e materiale rotabile nuovo o rigenerato

48. L'articolo 4, paragrafo 5, del richiamato regolamento (CE) n. 70/2001, della Commissione del 12 gennaio 2001, relativo all'applicazione degli articoli 87 e 88 del trattato CE agli aiuti di Stato a favore delle piccole e medie imprese ⁽²⁵⁾ ammette gli aiuti agli investimenti effettuati dalle piccole e medie imprese in «materiale rotabile ferroviario». Tuttavia, la Commissione dubita che l'intensità dell'aiuto notificato (25%) possa ritenersi compatibile con l'intensità massima dell'aiuto stabilita dall'articolo 4, paragrafo 2, dello stesso regolamento (rispettivamente il 15% per le piccole imprese e il 7,5% per le medie imprese).

IV. Decisione

Alla luce delle considerazioni che precedono, la Commissione decide:

- di intimare all'Italia, conformemente alla procedura di cui all'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE, di presentare le proprie osservazioni entro un mese dalla data di ricezione della presente lettera e di fornirle tutte le informazioni utili per procedere ad una valutazione dell'aiuto agli investimenti in carri ferroviari e in materiale rotabile nuovo o rigenerato,
- di considerare il resto delle misure di aiuto notificate compatibili con il trattato in virtù delle disposizioni dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato CE e di non sollevare alcuna obiezione nei loro confronti.

La Commissione invita le autorità italiane ad inviare senza indugio una copia della presente lettera ai potenziali beneficiari dell'aiuto in questione.

La Commissione desidera ricordare all'Italia l'effetto sospensivo dell'articolo 88, paragrafo 3, del trattato CE e si prega di richiamare la Sua attenzione sull'articolo 14 del regolamento (CE) n. 659/1999 del Consiglio, che prevede che tutti gli aiuti illegittimamente concessi possano essere recuperati presso il beneficiario.»

⁽²³⁾ GU L 4 dell'8.1.1998, pag. 10.

⁽²⁴⁾ Decisione della Commissione N 733/2000 — Italia (Liguria) «Interventi regionali per la riqualificazione del servizio di trasporto pubblico a mezzo taxi» e decisione della Commissione N 237/99 — Italia (Piemonte) «Regime di sovvenzioni per il miglioramento dei servizi complementari al trasporto pubblico locale».

⁽²⁵⁾ Regolamento citato alla nota 8.

⁽²²⁾ COM(2002) 54 def.

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE**Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection**

(2002/C 242/04)

Date d'adoption de la décision: 6.9.2002**État membre:** Italie (Province de Trente)**Numéro de l'aide:** N 229/02**Titre:** Loi 17/1998: Aide aux agriculteurs de montagne (modifications)**Objectif:** Aide forestière et aux travaux publics ne constituant pas une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1**Base juridique:** Legge provinciale 23 novembre 1998, n. 17 «Disposizioni urgenti per lo sviluppo delle zone montane e disposizioni urgenti in materia di agricoltura»**Budget:** Indéterminé**Intensité ou montant de l'aide:** Pour les mesures forestières, 50 % du prix d'achat du terrain et 100 % des coûts juridiques et administratifs de remembrement parcellaire**Durée:** Indéterminée**Autres informations:** L'article 7 de la loi 17/1998 ne constitue par une aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids**Date d'adoption de la décision:** 6.9.2002**État membre:** France**Numéro de l'aide:** N 242/02**Titre:** Aides au financement des investissements des distilleries viticoles en matière de compteurs d'alcool**Objectif:** Mieux contrôler la production des alcools viniques**Budget:** Un million d'euros**Intensité ou montant de l'aide:** Variable**Durée:** Indéterminée

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids**Date d'adoption de la décision:** 6.9.2002**État membre:** Royaume-Uni**Numéro de l'aide:** N 327/02**Titre:** Initiative concernant la qualité de la viande bovine en Irlande du Nord**Objectif:** La mesure est destinée à promouvoir la connaissance de techniques de reproduction modernes en Irlande du Nord et à améliorer la qualité de l'effectif de reproduction**Base juridique:** Administrative scheme, in accordance with the Northern Ireland Appropriation Order 2002**Budget:** Deux millions de livres sterling par an**Intensité ou montant de l'aide:** Variable**Durée:** De 2002/2003 à 2006/2007

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids**Date d'adoption de la décision:** 6.9.2002**État membre:** Royaume-Uni**Numéro de l'aide:** N 393/02**Titre:** Conseil professionnel aux éleveurs concernés par l'interdiction d'utiliser des eaux grasses pour l'alimentation des porcs**Objectif:** L'objectif de la mesure est de donner des conseils professionnels gratuits aux éleveurs concernés par l'interdiction d'utiliser les eaux grasses pour l'alimentation des porcs**Base juridique:** Non-statutory initiative under the Animals By-products (Amendment) (England) Order 2001**Budget:** 104 000 livres sterling**Intensité ou montant de l'aide:** Jusqu'à 100 %**Durée:** Un an

Le texte de la décision dans la ou les langues faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://europa.eu.int/comm/secretariat_general/sgb/state_aids

Avis d'ouverture d'un réexamen intermédiaire partiel des mesures antidumping applicables aux importations de certaines tôles dites «magnétiques» à grains orientés originaires de Russie

(2002/C 242/05)

La Commission a été saisie d'une demande de réexamen intermédiaire partiel en vertu de l'article 11, paragraphe 3, de la décision n° 2277/96/CECA de la Commission⁽¹⁾ (ci-après dénommée «décision de base»), modifiée en dernier lieu par la décision n° 435/2001/CECA⁽²⁾, qui, au titre de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du règlement n° 963/2002 du Conseil⁽³⁾, sera traitée conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil⁽⁴⁾ (ci-après dénommé «règlement de base»), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2238/2000 du Conseil⁽⁵⁾.

1. Demande de réexamen

La demande a été déposée par Novolipetsk Iron and Steel Corp. (NLMK), un exportateur russe, ci-après dénommé «requérant».

Elle porte uniquement sur l'examen du dumping en ce qui concerne le requérant.

2. Produit concerné

Les produits faisant l'objet du réexamen sont les tôles et les feuillards laminés à froid, à grains orientés, en aciers au silicium dits «magnétiques», d'une largeur supérieure à 500 mm, originaires de Russie (ci-après dénommés «produit concerné»), relevant actuellement des codes NC 7225 11 00 et 7226 11 10. Ces codes NC sont mentionnés à titre purement indicatif.

3. Mesures existantes

Les mesures actuellement en vigueur sont un droit antidumping définitif institué par la décision n° 303/96/CECA de la Commission⁽⁶⁾ sur les importations dans la Communauté de **certaines tôles dites «magnétiques» à grains orientés** originaires de Russie. Cette décision porte également acceptation d'un engagement offert en relation avec ces importations. Par ailleurs, en 2001, un réexamen intermédiaire et un réexamen au titre de l'expiration des mesures⁽⁷⁾ ont été ouverts et sont encore en cours.

4. Motifs du réexamen

Le requérant a fourni des éléments de preuve suffisants démontrant que le maintien des mesures à leur niveau actuel n'était plus nécessaire pour contrebalancer le dumping, en particulier des éléments prouvant à première vue que, contrairement à ce qui avait été conclu à l'issue de l'enquête initiale, il remplit les critères lui permettant de bénéficier du statut de société opérant en économie de marché. Par ailleurs, il a présenté un calcul du dumping dûment étayé reposant sur une comparaison entre la valeur normale et un prix à l'exportation pratiqué lors de ses propres transactions à l'exportation. Sur la base d'une comparaison appropriée entre la valeur normale et le prix à l'exportation, il apparaît que la marge de dumping est sensiblement

inférieure au niveau actuel de la mesure appliquée à l'échelle nationale.

5. Procédure de détermination du dumping

Ayant conclu, après consultation du comité consultatif, qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier un réexamen intermédiaire partiel, la Commission ouvre ce réexamen, conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement de base.

L'enquête établira s'il est nécessaire de maintenir, d'abroger ou de modifier les mesures en vigueur concernant le seul requérant.

a) Questionnaire

Afin d'obtenir les informations qu'elle juge nécessaires à son enquête, la Commission enverra un questionnaire au requérant et aux autorités du pays exportateur concerné. Ces informations et les éléments de preuve à l'appui doivent parvenir à la Commission dans le délai fixé au point 6 a) du présent avis.

b) Informations et auditions

Toutes les parties intéressées sont invitées à faire connaître leur point de vue, à présenter des informations autres que celles contenues dans les réponses au questionnaire et à fournir des éléments de preuve à l'appui. Ces informations et éléments de preuve doivent parvenir à la Commission dans le délai fixé au point 6 a) i) du présent avis.

En outre, la Commission entendra les parties intéressées, pour autant qu'elles en fassent la demande et prouvent qu'il existe des raisons particulières de les entendre. Ces demandes doivent être présentées dans le délai fixé au point 6 a) ii) du présent avis.

c) Choix du pays à économie de marché

Au cas où le recours à des informations provenant d'un pays analogue serait nécessaire, la Commission envisage d'utiliser le Brésil comme pays à économie de marché approprié aux fins de l'établissement de la valeur normale pour la Russie. Les parties intéressées sont invitées à présenter leurs commentaires à ce sujet dans le délai spécifique précisé au point 6 b) du présent avis.

d) Statut de société opérant en économie de marché

Au cas où le requérant ferait valoir, éléments de preuve suffisants à l'appui, qu'il opère dans les conditions d'une économie de marché, c'est-à-dire qu'il remplit les critères fixés à l'article 2, paragraphe 7, point c), du règlement de base, la valeur normale sera déterminée conformément à l'article 2, paragraphe 7, point b), de ce règlement. La Commission enverra un formulaire de demande au requérant ainsi qu'aux autorités russes. Si le requérant entend présenter une demande dûment étayée, il doit le faire dans le délai spécifique prévu au point 6 c) du présent avis.

(1) JO L 308 du 29.11.1996, p. 11.

(2) JO L 63 du 3.3.2001, p. 14.

(3) JO L 149 du 7.6.2002, p. 3.

(4) JO L 56 du 6.3.1996, p. 1.

(5) JO L 257 du 11.10.2000, p. 2.

(6) JO L 42 du 20.2.1996, p. 7.

(7) L'avis d'ouverture correspondant a été publié au JO C 53 du 20.2.2001, p. 13.

6. Délais

a) Délai général

i) Pour se faire connaître, fournir les réponses au questionnaire ou toute autre information

Toutes les parties intéressées peuvent se faire connaître en prenant contact avec la Commission, présenter leur point de vue, ainsi que les réponses au questionnaire visé au point 5 a) ou toute autre information, qui, pour être pris en considération au cours de l'enquête, seront présentés, sauf indication contraire, dans les quarante jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*.

ii) Auditions

Toutes les parties intéressées peuvent également demander à être entendues par la Commission dans le même délai de quarante jours.

b) Délai spécifique concernant le choix du pays à économie de marché

Les parties à l'enquête qui le souhaitent peuvent présenter des observations concernant le choix du Brésil, envisagé comme pays analogue, comme il est indiqué au point 5 c) du présent avis. Ces commentaires doivent parvenir à la Commission dans les dix jours qui suivent la publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*.

c) Délai spécifique concernant la demande de statut de société opérant en économie de marché

La demande, dûment étayée, de statut de société opérant en économie de marché, mentionnée au point 5 d) du présent

avis, doit parvenir à la Commission dans les vingt et un jours suivant la publication du présent avis au *Journal officiel des Communautés européennes*.

7. Observations écrites, réponses au questionnaire et correspondance

Tous les commentaires et les demandes des parties intéressées doivent être présentés par écrit (autrement que sous format électronique, sauf indication contraire) et doivent mentionner le nom, l'adresse, l'adresse de courrier électronique, les numéros de téléphone, de télécopieur et/ou de télex de la partie intéressée.

Adresse de la Commission:

Commission européenne
Direction générale du commerce
Direction B
J-79 5/16
B-1049 Bruxelles
Télécopieur: (32-2) 295 65 05
Télex: COMEU B 21877.

8. Défaut de coopération

Lorsqu'une partie intéressée refuse l'accès aux informations nécessaires ou ne les fournit pas dans les délais prévus ou fait obstacle de façon significative à l'enquête, des conclusions, positives ou négatives, peuvent être établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement de base.

S'il est constaté qu'une partie intéressée a fourni un renseignement faux ou trompeur, ce renseignement n'est pas pris en considération et il peut être fait usage des faits disponibles.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive du Conseil 2002/40/CE

(2002/C 242/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

Organisme européen de normalisation ⁽¹⁾	Référence et titre de la norme	Document de référence	Référence de la norme remplacée	Date de la cessation d'utilisation de la norme remplacée Note 1
Cenelec	EN 50304:2001 Fours électriques à usage domestique — Méthodes de mesure de la consommation d'énergie		Aucune	—

⁽¹⁾ OEN (Organisme européen de normalisation)

— CEN: rue de Stassart/De Stassartstraat 36, B-1050 Brussels, téléphone (32-2) 550 08 11, télécopieur (32-2) 550 08 19 (<http://www.cenorm.be>)

— Cenelec: rue de Stassart/De Stassartstraat 35, B-1050 Brussels; téléphone (32-2) 519 68 71, télécopieur (32-2) 519 69 19 (<http://www.cenelec.org>)

— ETSI: 650, route des Lucioles, F-06921 Sophia Antipolis Cedex, téléphone (33-4) 92 94 42 12, télécopieur (33-4) 93 65 47 16 (<http://www.etsi.org>).

Note 1: D'une façon générale, la date de la cessation d'utilisation sera la date du retrait (*dow*) fixée par l'organisme européen de normalisation mais l'attention des utilisateurs de ces normes est attirée sur le fait que dans certains cas exceptionnels cette date peut être différente.

Avis d'expiration de certaines mesures antidumping

(2002/C 242/07)

Aucune demande de réexamen n'ayant été déposée à la suite de la publication de l'avis d'expiration prochaine ⁽¹⁾, la Commission annonce que les mesures antidumping mentionnées ci-dessous expireront prochainement.

Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne ⁽²⁾.

En conséquence, le réexamen intermédiaire partiel ouvert ⁽³⁾ conformément à l'article 11, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 384/96 afin d'examiner l'utilité des mesures en vigueur en ce qui concerne les marchandises importées qui ont été endommagées avant la mise en libre pratique est clos.

Produit	Pays d'origine ou d'exportation	Mesures	Référence	Date d'expiration
Corindon artificiel	République populaire de Chine	Droit	Règlement (CE) n° 1951/97 du Conseil (JO L 276 du 9.10.1997)	10.10.2002

⁽¹⁾ JO C 10 du 12.1.2002, p. 2.

⁽²⁾ JO L 56, 6.3.1996, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2238/2000 (JO L 257 du 11.10.2000, p. 2).

⁽³⁾ JO C 140 du 13.6.2002, p. 10.

FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION

La Fondation européenne pour la formation adopte un code de bonne conduite administrative

(2002/C 242/08)

La Fondation a adopté un code de bonne conduite administrative dans ses relations avec le public. Le texte intégral est disponible à l'adresse suivante:

<http://www.etf.eu.int>

II

(Actes préparatoires en application du titre VI du traité sur l'Union européenne)

Initiative du Royaume de Belgique en vue de l'adoption de la décision du Conseil portant création d'un réseau européen de points de contact nationaux pour la justice réparatrice

(2002/C 242/09)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 34, paragraphe 2, point c),

vu l'initiative du Royaume de Belgique,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant ce qui suit:

- (1) Dans sa recommandation n° R(85) 11 sur la position de la victime dans le cadre du droit pénal et de la procédure pénale du 28 juin 1985 le Comité des ministres du Conseil de l'Europe recommande aux gouvernements des États membres d'examiner les avantages que peuvent présenter les systèmes de médiation et de conciliation.
- (2) La déclaration des Nations unies sur les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir du 29 novembre 1985 recommande l'utilisation, s'il y a lieu, de moyens non judiciaires pour le règlement des différends, y compris la médiation, l'arbitrage et les pratiques de droit coutumier ou les pratiques autochtones de justice pour faciliter la conciliation et obtenir réparation pour les victimes.
- (3) Dans sa recommandation n° R(87) 21 du 17 septembre 1987 sur l'assistance aux victimes et la prévention de la victimisation, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe recommande aux gouvernements des États membres d'encourager les expériences sur une base nationale ou locale de médiation entre le délinquant et sa victime et d'en évaluer les résultats en examinant plus particulièrement dans quelle mesure les intérêts de la victime sont préservés.
- (4) Les règles minimales des Nations unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (1990) soulignent l'importance d'une participation accrue de la collectivité au processus de la justice pénale et la nécessité de développer chez les délinquants le sens de leur responsabilité vis-à-vis de leurs victimes et envers la société dans son ensemble.
- (5) Dans sa recommandation n° R(92) 16, relative aux règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la Communauté, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe estime que les sanctions et les mesures appliquées dans la Communauté constituent un moyen important de lutter contre la criminalité et d'éviter les effets négatifs de l'emprisonnement.
- (6) Au point 19 du plan d'action de Vienne, on peut lire que «les procédures devraient offrir pratiquement les mêmes garanties, de façon que les traitements ne soient pas inégaux d'une juridiction à l'autre».
- (7) La résolution 1999/26 du Conseil économique et social des Nations unies, du 28 juillet 1999, sur l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de médiation et de justice réparatrice dans le domaine de la justice pénale invite les États, les organisations internationales et les autres entités à échanger des informations et des expériences en matière de médiation et de justice réparatrice.
- (8) Dans sa communication au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social concernant les victimes de la criminalité dans l'Union européenne: réflexion sur les normes et mesures à prendre, du 14 juillet 1999, la Commission estime que la médiation entre l'auteur et la victime d'un préjudice pourrait offrir une solution de rechange aux procédures pénales longues et décourageantes, dans l'intérêt de la victime, en permettant la réparation des dommages ou la récupération des biens perdus sans passer par une procédure pénale ordinaire.
- (9) Dans sa recommandation n° R(99) 19, sur la médiation en matière pénale, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe énonce des principes que les États membres peuvent prendre en considération lorsqu'ils développent la médiation en matière pénale.
- (10) Au point 30 de ses conclusions, le Conseil européen, réuni les 15 et 16 octobre 1999 à Tampere, a invité les États membres à mettre en place des procédures de substitution extrajudiciaires.
- (11) Dans sa résolution 2000/14 du 27 juillet 2000 consacrée aux principes fondamentaux concernant le recours à des programmes de justice réparatrice en matière pénale, le Conseil économique et social des Nations unies invite les États à poursuivre l'échange d'informations et d'expériences sur la médiation et la justice réparatrice.
- (12) La résolution du Parlement européen du 15 juin 2000 sur la communication de la Commission sur les victimes de la criminalité dans l'Union européenne — Réflexion sur les normes et mesures à prendre ⁽¹⁾ insiste sur l'importance d'un renforcement des droits des victimes de la criminalité.

⁽¹⁾ JO C 67 du 1.3.2001, p. 304.

- (13) La décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil du 15 mars 2001 relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales⁽¹⁾ énonce à son article 10 que les États membres s'efforcent de promouvoir la médiation dans les affaires pénales pour les infractions qu'ils jugent appropriées à cette forme de mesure et veillent, par ailleurs, à ce que tout accord intervenu entre la victime et l'auteur de l'infraction lors de la médiation dans les affaires pénales puisse être pris en compte. Aux termes de l'article 17 de ladite décision-cadre, chaque État membre met en vigueur les lois, les règlements et les dispositions administratives nécessaires au respect dudit article 10 avant le 22 mars 2006.
- (14) L'initiative de la République française et du Royaume de Suède visant à instituer un réseau européen de prévention de la criminalité, qui a abouti à la décision 2001/427/JAI⁽²⁾ sont d'excellents exemples de la manière dont les États membres peuvent, en ce qui concerne certains sujets, coopérer sur une base stable. L'inclusion de la médiation appliquée aux jeunes et de la médiation sociale dans le premier programme de travail du réseau européen de prévention de la criminalité prouve que l'application de méthodes alternatives à l'administration de la justice pénale suscite un intérêt croissant.
- (15) Il convient, toutefois, de souligner que les vertus préventives éventuelles de la médiation en particulier et de la justice réparatrice en général ne sont qu'un aspect de l'approche bien plus vaste propre à la justice réparatrice, qui s'applique à la criminalité, à la justice pénale et à la procédure pénale dans leur ensemble. La justice réparatrice traduit une approche large dans le cadre de laquelle la réparation, matérielle et immatérielle, du rapport altéré entre la victime, la communauté et le délinquant constitue un principe directeur général de la procédure pénale.
- (16) Bien que, jusqu'à présent, la justice réparatrice se soit surtout traduite par différentes formes de médiation entre les victimes et les délinquants (médiation victime-délinquants), d'autres méthodes sont de plus en plus souvent appliquées, comme par exemple les conférences en groupe familial (*family group conferencing*). Les gouvernements, la police, les services de la justice pénale, les autorités spécialisées, les services d'aide et de soutien aux victimes, les services d'aide aux délinquants, les chercheurs et le public sont tous impliqués dans ce processus.
- (17) La présente initiative a été prise en consultation avec le Forum européen pour la médiation entre les victimes et les délinquants et la justice réparatrice, une organisation non gouvernementale qui a de l'expérience dans ce domaine,

DÉCIDE:

Article premier

Réseau européen de points de contact nationaux pour la justice réparatrice

1. Il est institué un réseau européen de points de contact nationaux pour la justice réparatrice, ci-après dénommé «réseau».

⁽¹⁾ JO L 82 du 22.3.2001, p. 1.

⁽²⁾ JO L 153 du 8.6.2001, p. 1.

2. Des représentants nationaux du réseau assurent le bon fonctionnement du réseau conformément à la présente décision.

Article 2

Champ d'application

Aux fins de la présente décision, on entend par «justice réparatrice» une conception globale de la procédure pénale qui donne la priorité aux besoins de la victime et met l'accent, de manière positive, sur la responsabilité du délinquant et qui englobe un ensemble d'idées qui s'applique à diverses formes de sanctions et de gestion des conflits aux stades successifs de la procédure pénale ou en liaison avec celle-ci.

Article 3

Objectif du réseau

Le réseau contribue à développer, à soutenir et à promouvoir les divers aspects de la justice réparatrice au sein des États membres ainsi qu'au niveau de l'Union européenne. À cet effet, un appui législatif et logistique aux autorités judiciaires pénales constitue un instrument important.

Article 4

Missions et activités

Dans le but de réaliser les objectifs fixés à l'article 3, le réseau accomplit notamment les missions et activités suivantes et, par conséquent, il:

- a) est un lieu d'information. À cet effet, il recueille, analyse et évalue des informations et des données sur les pratiques existantes en matière de justice réparatrice et sur leur évolution dans les États membres, afin de contribuer à l'élaboration de normes de bonne pratique et d'appuyer de futures initiatives nationales et européennes. Il aide aussi le Conseil et les États membres en ce qui concerne les questionnaires sur les pratiques en matière de justice réparatrice;
- b) met au point des mécanismes visant à diffuser les informations et les données susmentionnées et à les mettre à la disposition des autorités aux niveaux national, régional, européen et international, ainsi que d'autres organisations, groupes, réseaux ou instances gouvernementaux ou non gouvernementaux, qui œuvrent dans le domaine de la justice réparatrice ou s'y intéressent;
- c) facilite, aux niveaux européen, régional, national et local, les échanges d'informations, d'expériences et les contacts entre les autorités, les institutions, les services, les groupes, les réseaux et les particuliers qui s'occupent de la question de la justice réparatrice;
- d) encourage la recherche sur le thème de la justice réparatrice et, à cette fin, il contribue à repérer et à développer les principaux domaines de recherche en la matière;

- e) contribue à repérer et à développer les principaux domaines de formation et d'évaluation en matière de justice réparatrice;
- f) organise des conférences, des séminaires, des rencontres et d'autres activités afin de promouvoir les pratiques de justice réparatrice ainsi qu'à stimuler et améliorer l'échange d'expériences et de bonnes pratiques;
- g) renforce la coopération avec les pays candidats, les pays tiers et les organisations et les organismes internationaux;
- h) fait bénéficier de ses compétences le Parlement européen, le Conseil et la Commission, en cas de besoin et sur demande, afin de les aider dans tous les domaines concernant la justice réparatrice;
- i) adresse chaque année au Conseil, par le biais des organes de travail compétents, un rapport sur ses activités et indique les domaines d'action prioritaire de son programme de travail pour l'année suivante. Le Conseil prend acte de ce rapport, l'approuve et le transmet au Parlement européen.

L'interprétation pratique, l'exécution et le déroulement des missions et activités visées au présent article seront tributaires des contributions volontaires des États membres.

Article 5

Coopération

La justice réparatrice étant, par essence, axée sur la communauté et exercée à la base, le réseau s'attache notamment, dans l'exécution des missions et activités visées à l'article 4, à coopérer et à stimuler les échanges avec les organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la justice réparatrice. Pour pouvoir réaliser ses objectifs le plus efficacement et le mieux possible, le réseau peut décider de faire appel au savoir-faire et à l'expérience des organisations non gouvernementales qui sont à l'œuvre dans le domaine de la justice réparatrice et peut même décider d'instaurer avec elles une coopération plus structurée.

Article 6

Composition du réseau

- Le réseau se compose de points de contact désignés par chacun des États membres. La Commission et les pays candidats à l'adhésion à la Communauté européenne peuvent aussi désigner un point de contact.
- Chaque État membre désigne au maximum trois points de contact.

3. Parmi ces points de contact figure au moins un représentant des autorités nationales compétentes pour ce qui est des divers aspects de la justice réparatrice.

4. Les États membres peuvent également désigner des chercheurs, des praticiens de la justice réparatrice ou d'autres intervenants dans ce domaine comme points de contact.

5. Les États membres veillent à ce que la participation des chercheurs, des praticiens de la justice réparatrice et des autres intervenants dans ce domaine, tels que les autorités locales et les organisations non gouvernementales, se fasse par le biais des points de contact désignés.

6. Chaque État membre veille à ce que ses points de contact aient une connaissance suffisante d'au moins une autre langue officielle de l'Union européenne pour faciliter le fonctionnement du réseau et notamment les contacts avec les autres points de contact.

Article 7

Fonctionnement

- Le réseau tient sa première réunion le . . .
- Le réseau se réunit au moins une fois par semestre sur convocation de la présidence en exercice du Conseil. Un représentant de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil à ce moment-là préside la réunion des représentants nationaux qui composent le réseau.
- Le réseau peut décider de charger un point de contact national d'assurer le secrétariat du réseau.
- Les représentants nationaux qui constituent le réseau arrêtent le programme annuel de celui-ci, y compris le plan financier. Ils prennent des décisions notamment en ce qui concerne:
 - les domaines à examiner en priorité en vue d'une action, en tenant dûment compte des articles 10 et 17 de la décision-cadre 2002/220/JAI du Conseil:
 - les principales actions spécifiques à mener (conférences, séminaires, programmes de recherche ou de formation),
 - la création, la structure et le développement d'un système électronique d'échange d'informations et d'un site Internet.

Les représentants nationaux établissent, en outre, le rapport annuel sur les activités du réseau. Ils élaborent leur règlement intérieur et l'adoptent à l'unanimité.

5. Le financement du réseau peut faire l'objet d'une décision du Conseil.

Article 9

La présente décision prend effet le jour de son adoption.

Article 8

Fait à ...

Évaluation

Le Conseil procède à l'évaluation des activités et du fonctionnement du réseau dans les trois ans suivant l'adoption de la présente décision.

Par le Conseil

Le président

...

III

(Informations)

COMMISSION

Résultats des adjudications (aide alimentaire communautaire)

(2002/C 242/10)

En application de l'article 9, paragraphe 7, du règlement (CE) n° 2519/97 de la Commission du 16 décembre 1997, portant modalités générales de mobilisation de produits à fournir au titre du règlement (CE) n° 1292/96 du Conseil pour l'aide alimentaire communautaire

(«Journal officiel des Communautés européennes» L 346 du 17 décembre 1997, page 23)

10 septembre et 1^{er} octobre 2002

Règlement (CE) n°/ Décision du	Lot	Action n°	Bénéficiaire/ destination	Produit	Quantité (t)	Stade de livraison	Adjudicataire	Prix adjugé (EUR/t)
379/2002	B	294/01	EuronAid/ Érythrée	HCOLZ	810	EMB	CEBAG BELGIUM NV — ANTWERPEN (B)	736,95
10.9.2002	A	373/01, 2002SSI004	EuronAid/. . .	SUB	104	EMB	n. a.	(¹)
	B	364/01	UNRWA/Liban	SUB	64	DEST	MUTUAL AID ADM. SERVICES NV — ANTWERPEN (B)	355,00
	C	365/01	UNRWA/Syrie	SUB	64	DEB	MUTUAL AID ADM. SERVICES NV — ANTWERPEN (B)	356,00
	D	366/01	UNRWA/Jordanie	SUB	100	DEST	MUTUAL AID ADM. SERVICES NV — ANTWERPEN (B)	386,00
	E	367/01	UNRWA/Israël	SUB	42	DEB	MUTUAL AID ADM. SERVICES NV — ANTWERPEN (B)	349,00
1646/2002	A	370/01	EuronAid/Haïti	PISUM	637	EMB	n. a.	(¹)
1647/2002	A	375/01	WFP/Sierra Leone	SMAI	7 000	DEB	CER. FAR. SRL — PORDENONE (I)	281,75
	B	372/01	EuronAid/Haïti	CBL	1 197	EMB	EURICOM SPA — VERCELLI (I)	247,50
	C	371/01	EuronAid/Haïti	FBLT	220	EMB	UNITED BELGIAN MILLS NV — ANTWERPEN (B)	189,75

n. a. La fourniture n'a pas été attribuée.

(¹) Deuxième délai pour la présentation des chiffres: 15 octobre 2002.

BLT:	Froment tendre	FABA:	Fèves (<i>Vicia faba major</i>)	Lsub1:	Préparation pour nourrissons
DUR:	Froment dur	FEQ:	Féveroles (<i>Vicia faba equina</i>)	Lsub2:	Préparation de suite
ORG:	Orge	PISUM:	Pois cassés	LHE:	Lait à haute valeur énergétique
MAI:	Maïs	SUB:	Sucre blanc	AC:	Aliment composé
SEG:	Seigle	HCOLZ:	Huile de colza	PAL:	Pâtes alimentaires
SOR:	Sorgho	HTOUR:	Huile de tournesol	SAR:	Conserves de sardines
CBR/M/L:	Riz blanchi à grains ronds, moyens ou longs	HOLI:	Huile d'olive	CM:	Conserves de maquereaux
RPR/M/L:	Riz parboiled à grains ronds, moyens ou longs	HMAI:	Huile de maïs	CB:	<i>Corned beef</i>
BRI:	Brisures de riz	HSOJA:	Huile de soja	BPJ:	Conserves de bœuf
FBLT:	Farine de froment tendre	LEP:	Lait écrémé en poudre	PFB:	Pâté de foie de bœuf
FMAI:	Farine de maïs	LEPv:	Lait écrémé en poudre vitaminé	CP:	Conserves de porc
FSEG:	Farine de seigle	LDEP:	Lait demi-écrémé en poudre	PPF:	Pâté de foie de porc
SDUR:	Semoule de froment dur	LENP:	Lait entier en poudre	CV:	Conserves de volaille
SMAI:	Semoule de maïs	B:	Beurre	DEST:	Rendu destination
FHAF:	Flocons d'avoine	BO:	<i>Butteroil</i>	DEB:	Rendu port de débarquement — débarqué
CT:	Concentré de tomates	FETA:	Fromage du type feta	DEN:	Rendu port de débarquement — non débarqué
PT:	Tomates en poudre	FROF:	Fromage fondu	EMB:	Rendu port d'embarquement
COR:	Raisins secs de Corinthe	BABYF:	Aliment de sevrage à base de céréales	EXW:	À l'usine
		BISC:	Biscuits		
		WSB:	Mélange blé-soja		